



Mercredi 8 juin

Drapeaux et symboles politiques dans le processus d'unification européenne :
quelle(s) signification(s) pour les citoyens aujourd'hui ?



Contact :

Mathieu Kroon Gutiérrez
Administrateur de l'Association Jean Monnet
+33781984121
kroon-gutierrez@ajmonnet.eu



Drapeaux et symboles dans le processus d'unification européenne : quelle(s) signification(s) pour les citoyens aujourd'hui ?

Table ronde
mercredi 8 juin, 18h00
Ecole régionale des avocats du Grand Est (ERAGE)



Quelle est aujourd'hui la capacité des symboles à donner du sens au politique en Europe ? Comment lire les derniers faits marquants de l'actualité européenne à l'aune des symboles politiques ?

Comment lire la folie meurtrière de Paris ou de Bruxelles, les débats sur la déchéance de la nationalité, les desseins indépendantistes en Catalogne ou en Ecosse, les fractures au sein des populations et entre les gouvernements européens face à l'afflux de demandeurs d'asile, la montée de l'extrême droite et des « euro-réalistes », ou encore l'hypothèse d'un *Brexit* ?

Le 30^{ème} anniversaire du drapeau européen offre l'occasion d'un **échange sur les défis liés à la construction et aux usages des identités politiques dans le processus d'intégration européenne**. Adopté en 1985 pour donner une dimension symbolique à la construction européenne, le drapeau bleu aux douze étoiles souffre d'un déficit d'appropriation de la part de la société civile. On observe à l'échelle des Etats membres un **double mouvement de rejet des symboles** (remise en cause de la capacité des symboles à incarner la citoyenneté et mettre en mouvement la communauté politique), et de **multiplication des dispositifs de commémoration comme havre de paix pour des citoyens qui perçoivent l'avenir comme une menace**.

Dans ce contexte, **l'Association Jean Monnet, avec le soutien de la Maison de l'Europe Strasbourg – Alsace, le Mouvement européen Alsace, les Jeunes européens Strasbourg et l'Union des fédéralistes européens**, invite au débat sur **la capacité des symboles à donner aujourd'hui du sens politique dans la maîtrise du destin collectif**. La réponse se trouve-t-elle dans la prégnance des symboles nationaux comme valeur-refuge ? Dès lors, un saut qualitatif vers une démocratie post-nationale européenne est-il envisageable ?

Et qui de mieux pour en débattre qu'un panel réunissant des personnalités politiques et universitaires engagées sur ces questions, provenant de Paris, Bruxelles et de Suisse :

- **Marc Abélès**, anthropologue et ethnologue français spécialiste du politique et des institutions, et directeur d'étude à l'EHESS.
- **Teresa Pullano**, professeur assistante à l'Europainstitut de l'Université de Bâle, auteure de *La citoyenneté européenne. Un espace quasi étatique*.
- **Philippe Herzog**, économiste et homme politique, ancien député européen, aujourd'hui président d'honneur de l'association Confrontations d'Europe et auteur de *Valeurs et identités : quel combat*.
- **Mar García Sanz**, secrétaire générale du Parti Vert Européen et conseillère municipale de Catalogne.

Seront également présents l'ancienne eurodéputée écologiste française et marraine de l'antenne strasbourgeoise de l'Association Jean Monnet, **Sandrine Bélier**, et **Philippe Poirier**, professeur de sciences politiques à l'Université de Luxembourg, en qualité de modérateur.

INFORMATIONS PRATIQUES :

ERAGE

4 rue Brulée - Strasbourg

Tram B, C et F, arrêt Broglie.

Entrée libre dans la limite des places disponibles et réservations kroon-gutierrez@ajmonnet.eu



Avec la participation de



Teresa Pullano

Philosophe italienne, professeur à l'Institute for European Global Studies de l'Université de Bâle. Elle a enseigné à Science Po et à l'Université Roma Tre. Elle est l'auteure de *La citoyenneté européenne. Un espace quasi étatique*, sorti en 2014.



Marc Abélès

Anthropologue français, directeur d'études à EHESS, directeur de recherche CNRS et ancien directeur de l'IAC. Il s'intéresse notamment à l'Etat, à la représentation et au lieu du politique. Il a entre autres publié *En attente d'Europe* ou plus récemment encore *Penser au-delà de l'Etat*, après avoir mis en évidence la nécessité de développer une anthropologie prenant en compte les mutations des sociétés contemporaines.



Mar García Sanz

Secrétaire générale du Parti vert européen depuis 2014, elle est membre de *Iniciativa Per Catalunya Verds*, parti catalan écologiste marqué à gauche, favorable à une fédéralisation de l'Etat espagnol - voire l'indépendance de la Catalogne pour une partie de sa base. Espagnole catalane, elle a notamment participé à l'administration locale de la ville de Barcelone.



Philippe Herzog

Economiste et homme politique français. Ancien dirigeant du Parti communiste, il fut député européen de 1989 à 2004, et a occupé la position de conseiller spécial de Michel Bernier, lorsque celui-ci était commissaire européen. Il a fondé en 1991 l'association *Confrontations Europe*, dont il est aujourd'hui le Président d'honneur.



En présence de



Sandrine Bélier

Marraine de l'antenne strasbourgeoise de l'Association Jean Monnet. Femme politique française, membre d'Europe écologie – Les Verts. Juriste de l'environnement et Droits de l'Homme, ancienne Directrice d'Alsace Nature et Directrice fédéral de France Nature Environnement, et ancienne eurodéputée.



Philippe Poirier

Professeur de sciences politiques à l'Université du Luxembourg. Titulaire de la chaire de recherche en études parlementaires de la Chambre des Députés du Luxembourg, Directeur de la collection *Etudes parlementaires*, coordinateur du *Programme Gouvernance européenne* de l'Université du Luxembourg.



Avec le soutien de



Mouvement Européen

Alsace



Les Jeunes Européens
Strasbourg



Maison de l'Europe
Strasbourg-Alsace



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Drapeaux et symboles politiques dans le processus d'unification européenne : quelle(s) signification(s) pour les citoyens aujourd'hui ?

Le drapeau est à la fois le symbole d'un collectif et d'une autorité. Il suscite l'identification et implique un engagement, une croyance, une foi. Il est par là même affirmation d'une conscience de soi, en la situant dans le temps et dans l'espace. Témoin voulu immuable transmis de génération en génération, il est gage de pérennité de la communauté. Dans la relation au drapeau, par laquelle se vit une sorte de moment originel, un retour au commencement imaginé socialement construit et diffusé, se négocie une identité commune. 2016 marque les 30 ans du drapeau bleu aux douze étoiles comme drapeau officiel des institutions de ce qui est depuis 1992 l'Union européenne. Le drapeau européen constitue l'objectivation de l'Europe la plus réussie de par sa notoriété. Cependant il ne suscite pas la même réappropriation par ce qu'on peut appeler, *grosso modo*, la société civile, que ses équivalents nationaux, en ce sens qu'il n'est pas un signe politique comme on peut le retrouver dans les Etats nationaux membres.

Créé sous les auspices du Conseil de l'Europe en 1955, il fut adopté pour l'UE en 1985 par les chefs d'Etat et de gouvernement qui souhaitaient donner au processus de d'unification européenne dans une dimension symbolique. Celle-ci devait lui apporter une légitimité populaire, alors que les premières élections européennes semblaient attester d'une faiblesse qui n'a cessé de se confirmer dans les décennies qui ont suivi. Dès les premiers débats sur les orientations de la construction européenne au sortir de la Seconde guerre mondiale, Paul Lévy, directeur de l'Information et de la presse, et figure historique du Conseil de l'Europe, soutenait que « le cœur des Hommes, des vrais Hommes qui vivent et qui s'émeuvent, s'attache au symbole. L'esprit des Hommes, encore qu'il puisse embrasser l'Univers, a besoin d'images pour se le représenter ». Néanmoins, en l'absence d'un consensus des élites politiques sur le *telos* de l'Union européenne, sur ses finalités, les Etats paraissent spectateurs tantôt critiques tantôt bienveillants vis-à-vis de quelconque processus d'émergence d'une symbolique communautaire véritablement matrice de sens pour les citoyens. Face à lui, une communauté des citoyens européens parle-t-elle d'elle-même ? Au-delà de son drapeau, il semble que c'est de l'identification à l'Union, et par conséquent de sa légitimité, dont il est question.

Pour autant, le drapeau national, lui aussi, aurait perdu de la flamboyance qui fut la sienne à ses heures les plus passionnelles, voire ferait l'objet d'un rejet chez une certaine frange des citoyens de par le conservatisme qu'il porterait. Aujourd'hui, avec le développement du phénomène des identifications multiples, notamment dues au pression que subissent les Etats par le haut et par le bas, mais aussi de l'individualisme et des nouvelles formes de citoyenneté, de nombreux auteurs avancent qu'on assisterait à l'épuisement du principe d'Etat-nation. En effet, la subjectivisation de l'appartenance à une communauté politique donnée semblerait ne plus simplement reposer sur des motifs communautaires de parenté ou de proximité, y compris les motifs nationalistes, au sens le plus noble du terme. L'affectivité sur laquelle doit se fonder la citoyenneté ne trouverait plus son origine dans l'intériorisation d'une tradition nationale symbolisée par le drapeau. Aussi le drapeau européen, de par l'imbrication des niveaux régional, national et européen, qui retravaillent les identifications, symboliserait de ce fait la nécessité de se reposer la question du sens de la citoyenneté et de la communauté politique tel qu'il avait existé. Néanmoins, les travaux de Marc Abélès, suite au « non » au référendum sur le traité constitutionnel, montrent un désenchantement envers le politique qui produit un renversement absolu du rapport au temps. Le futur est jugé trop incertain, menaçant, et suscite crainte et défiance. Il pousse un nombre qui paraît sans cesse plus grand de citoyens à se réfugier dans un présent qui est témoin d'une multiplication des dispositifs de commémoration, souvent hyperbolisés, dans une recherche effrénée de la sérénité évanouie d'un passé idéalisé qui s'identifie dans la Nation.

Il apparaît donc que, dans le fond, c'est la capacité des symboles à donner aujourd'hui du sens politique dans la maîtrise du destin collectif qui est en jeu. Comment lire la folie meurtrière de Paris ou de Bruxelles, et les débats tels que celui sur la déchéance de la nationalité qui ont suivi, les desseins indépendantistes en Catalogne ou en Ecosse, les fractures au sein des populations et entre les gouvernements européens face à l'afflux de demandeurs d'asile, la montée de l'extrême droite et des « euro-réalistes », la défiance de certains Etats à l'égard de la Cour européenne des Droits de l'Homme et de leurs engagements en la matière, ou encore l'hypothèse d'un *Brexit* ? La réponse se trouve-t-elle dans la prégnance des symboles nationaux comme valeur-refuge dès que la menace de « l'équilibre nous-je » semble se préciser ? Dès lors, un saut qualitatif vers une démocratie post-nationale européenne est-il, sinon souhaitable, du moins envisageable ? L'anniversaire du drapeau européen est surtout une occasion propice à un échange sur les défis de la construction et des usages des identités politiques dans le cadre de l'intégration européen, à l'aune de l'actualité.